

Surpris par le soulèvement populaire des Iraniens

Téhéran tente de minimiser l'ampleur du mouvement



©
D. R.

Alors que des ONG de défense des droits de l'homme, dont Amnesty International, évoquent plus de 106 manifestants tués par les forces de l'ordre iraniennes depuis le début de la contestation, l'État iranien tente de minimiser l'ampleur de la vague de colère qui secoue le pays en parlant de 5 morts, dont 4 font partie des forces de l'ordre civil.

Pis encore, pour le président iranien Hassan Rohani, la contestation, née vendredi dernier de la hausse de plus de 50% des prix de l'essence, est l'œuvre d'un "complot ennemi", a-t-il déclaré hier, ajoutant que "notre peuple est sorti victorieux à diverses reprises face au complot des ennemis, et cette fois encore, face à ces émeutes". Les Iraniens ont commencé à descendre dans les rues vendredi soir, quelques heures après l'annonce d'une réforme du mode de subvention de l'essence, censée bénéficier aux ménages les moins favorisés mais s'accompagnant d'une très forte hausse du prix à la pompe, en pleine crise économique.

Les manifestations se sont rapidement étendues à au moins 40 villes et localités, dont Téhéran, s'accompagnant d'une brutale répression menée par les services de sécurité. Selon des experts, la situation reste très difficile à évaluer, du fait d'une coupure quasi totale d'internet depuis quatre jours. Mardi soir, le guide suprême iranien Ali Khamenei avait affirmé que les Iraniens avaient "repoussé l'ennemi dans la guerre politique", et "ces derniers jours", "dans l'arène de la guerre sécuritaire".

Pourtant, des dizaines de villes d'Iran, des plus grandes agglomérations du pays à des chefs-lieux de canton de quelques dizaines de milliers d'habitants, ont été touchées par les manifestations ayant rapidement dégénéré en émeutes. Mardi à Genève, le porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme, Rupert Colville, avait déclaré que ses services étaient "particulièrement alarmés par le fait que l'utilisation de munitions réelles aurait causé un nombre important de décès". Il a également parlé de "plus de 1000" arrestations.

K. B./Agences